

Appel à une réforme pragmatique du système d'échange de quotas d'émission (SEQE)



ArcelorMittal

ArcelorMittal, thyssenkrupp Steel et voestalpine appellent à une réforme pragmatique du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) afin de garantir la compétitivité de l'industrie européenne de l'acier et de contribuer à accélérer la décarbonation.

rois des principaux producteurs d'acier européens, ArcelorMittal Europe, thyssenkrupp Steel et voestalpine, lancent aujourd'hui un appel commun en faveur d'une réforme urgente et pragmatique du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE, ou ETS). Ils alertent sur le fait que, sans ajustements, la trajectoire actuelle risque de détruire la base industrielle européenne.

Dans un article publié dans le [Financial Times](#), Lakshmi Mittal, président exécutif d'ArcelorMittal, a exposé la position commune des trois entreprises sur la nécessité de repenser le SEQE afin de préserver l'industrie européenne de l'acier et toutes les industries qu'elle dessert.

À elles trois, ces entreprises représentent environ 60 % de la production d'acier intégrée en Europe, ce qui les place au cœur des chaînes de valeur industrielles de l'UE. Toutes trois se sont engagées à décarboner leurs activités, mais ont souligné que le cadre politique doit faciliter, et non entraver, ces transformations du processus de fabrication de l'acier.

Les coûts du SEQE augmentent, sans que les leviers nécessaires ne soient réunis

Les trois entreprises notent que le SEQE a permis de réduire les émissions dans le secteur de l'électricité (d'environ 49 % entre 2005 et 2023), mais qu'il n'offre pas encore de voie viable pour les industries à forte intensité énergétique telles que la production d'acier. Les leviers clés d'une décarbonation économiquement viable restent insuffisamment développés ou indisponibles à grande échelle. Ces leviers comprennent notamment des prix de l'électricité compétitifs, de l'hydrogène vert abordable, des contrats pour différence, le captage et le stockage du carbone, ainsi que des marchés pilotes pour l'acier à faible teneur en carbone.

Dans le cadre actuel du SEQE, le coût de production de l'acier dans l'UE devrait augmenter d'environ 50 % d'ici le début des années 2030. Les importations de produits à fort contenu en acier n'étant pas soumises à un coût carbone équivalent, et les exportations d'acier de l'UE ne bénéficiant d'aucune compensation pour contrebalancer ce coût carbone, les implications de la forte augmentation des coûts du SEQE seront profondes pour l'industrie européenne de l'acier et pour l'ensemble des chaînes de valeur.

Une menace pour le pilier de l'industrie manufacturière européenne

Les trois entreprises estiment que sans réforme du SEQE, l'UE pourrait être confrontée à un recul de 30 à 40 % de l'activité manufacturière à fort contenu en acier, mettant en péril jusqu'à 5 millions d'emplois sur l'ensemble des chaînes de valeur.

Un tel scénario irait à l'encontre de l'ambition de l'UE, énoncée dans la loi sur l'accélérateur industriel qui vise à porter la part de l'industrie manufacturière dans le PIB à 20 %, et affaiblirait considérablement la résilience économique de l'Europe à un moment où la concurrence mondiale s'intensifie.

Suspendre l'augmentation des coûts du SEQE jusqu'à ce que la décarbonation soit économiquement viable

ArcelorMittal, thyssenkrupp Steel et voestalpine soulignent qu'elles soutiennent pleinement les objectifs climatiques de l'Europe et souhaitent décarboner leurs activités. Toutefois, le SEQE doit être adapté pour refléter les réalités de la transformation industrielle.

Les entreprises demandent conjointement :

- une suspension temporaire de l'augmentation des coûts du SEQE, avec un maintien au niveau actuel jusqu'à ce que les leviers clés d'une décarbonation économiquement viable soient en place,
- un cadre garantissant le soutien aux entreprises qui seront les premières à se décarboner, pour permettre aux projets de décarbonation précoces d'avancer en toute confiance. Les recettes du SEQE devraient être affectées à la décarbonation industrielle, afin que ces fonds accélèrent la transition,
- une approche équilibrée de la compétitivité à l'importation et à l'exportation, pour remédier aux effets indésirables du système actuel.

La récente introduction du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et les mesures douanières à venir (contingent tarifaire, ou TRQ) constituent des étapes importantes vers l'instauration de conditions de concurrence équitables. Mais les entreprises soulignent que la réforme du SEQE est la dernière pièce du puzzle nécessaire pour garantir que l'Europe puisse à la fois se décarboner et maintenir une base industrielle solide.

Marie Jaroni, PDG de thyssenkrupp Steel, a déclaré : « *Le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) doit être remis en question. Il ne reflète pas la réalité actuelle de l'industrie européenne, où la compétitivité et la transformation sont de plus en plus difficiles à concilier. C'est pourquoi nous avons besoin d'un gel des coûts dans le cadre du SEQE afin de préserver la transformation et de veiller à ce que les premiers à se décarboner, comme nous, ne soient pas désavantagés. La réforme doit contribuer à concilier avec succès la protection du climat et le développement industriel pour l'avenir de l'Europe.* »

Herbert Eibensteiner, PDG de voestalpine, a déclaré : « *voestalpine réalise des investissements importants dans le cadre de son programme greentec steel et réduira significativement ses émissions dans les années à venir. Cependant, dans un environnement économique difficile, la suppression progressive de l'allocation gratuite de quotas d'émissions détourne déjà des ressources financières nécessaires à la phase décisive de la transformation. Une pause dans le cadre du SEQE, jusqu'à ce que les conditions favorables soient réunies, est essentielle pour préserver ces investissements et permettre de nouvelles étapes de décarbonation.* »

Lakshmi Mittal, président exécutif d'ArcelorMittal, a déclaré : « *Il faut trouver un avenir pour le SEQE qui encourage la décarbonation sans compromettre la compétitivité. Ce n'est pas un problème facile à résoudre, mais la réforme du SEQE est essentielle et nous saluons les décideurs politiques européens qui ont remis ce sujet à l'ordre du jour. Le choix qu'ils doivent faire n'est pas entre ambition climatique et compétitivité. Le choix se situe entre une stratégie climatique qui renforce la résilience et la sécurité économique de l'Europe, et une stratégie qui les vide de leur substance.* »